

Février 2009 – n° 2



La lettre d'information du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest vous informe régulièrement sur les activités, les publications et les événements du CSAO.

## SOMMAIRE

- ▶ Forum régional de l'élevage
- ▶ Initiative régionale sur le cacao
- ▶ Changements climatiques au Sahel

## ENTRETIEN



- ▶ **Construire un réseau des organisations d'éleveurs**  
Entretien avec le Dr. Ibrahim Aliou, Secrétaire général de l'APSS

## PUBLICATIONS



- ▶ **Perspectives ouest-africaines : les ressources pour le développement**



- ▶ **Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines : perspectives africaines et européennes**



Directeur du CSAO  
M. Normand Lauzon



Alors que les conséquences de la crise économique internationale sur l'Afrique sont à l'ordre du jour, les évolutions politiques récentes, en Guinée et en Guinée-Bissau, viennent allonger la liste des sources de préoccupation. Les efforts de médiation menés par la CEDEAO montrent que le système régional de maintien de la paix est bel et bien existant ; mais sont-ils suffisants pour trouver une issue à ces crises ?

Au-delà de l'analyse conjoncturelle de ces événements, nous devons continuer à nous interroger sur les fragilités structurelles qui les expliquent. L'urgence est d'aider les populations de ces pays à sortir du cercle vicieux dans lequel elles sont engagées depuis trop longtemps. Oublier dans cette réflexion que l'espace régional est, aussi, un espace propice aux trafics de tous genres nourrissant les réseaux criminels et affaiblissant les états, serait une lourde erreur. Aussi, s'il est important de monter des programmes nationaux en direction des pays fragiles, il est tout aussi important d'aider l'Afrique de l'Ouest à lutter contre ses fléaux régionaux.

Il est aussi de notre devoir de ne pas nous laisser aveugler par les seuls problèmes sécuritaires et politiques. Plus de 320 millions de personnes vivent en Afrique de l'Ouest. La grande majorité travaille et fabrique, au jour le jour, son propre développement. Les éleveurs et les autres acteurs de la filière « bétail et viandes » se sont réunis dans le cadre du Forum régional de l'élevage, organisé par le Secrétariat du CSAO et la Commission de la CEDEAO à Niamey du 29 janvier au 4 février 2009. Ils ont fait valoir leurs préoccupations et leurs propositions puis ont discuté avec les représentants gouvernementaux. De ces travaux est née une feuille de route régionale approuvée au niveau ministériel. L'enjeu est désormais de mettre en œuvre cette feuille de route.

Dans un entretien qu'il nous a accordé, le Dr. Ibrahim Aliou, Secrétaire général de l'APSS souhaite la mise en réseau régionale des organisations professionnelles de la filière élevage en Afrique de l'Ouest. Comme il l'a fait à la fin des années 90 pour les agriculteurs (ROPPA), le Secrétariat du CSAO est disposé à accompagner la naissance de ce réseau régional. Nous espérons que la communauté internationale dont les regards convergent vers les lieux de l'instabilité, saura aussi garder un œil sur des initiatives positives comme le Forum de Niamey et les encourager.

Dans cette édition vous trouverez également des informations sur la 1ère réunion de « l'initiative régionale sur le cacao » ainsi que sur une étude qui nous éclairera sur les possibles implications sécuritaires des changements climatiques au Sahel. La version intégrale de la première édition du Rapport Afrique de l'Ouest « Ressources pour le développement » est désormais accessible au site : [www.oecd.org/csao/rapport-ao](http://www.oecd.org/csao/rapport-ao)



# FORUM RÉGIONAL DE L'ÉLEVAGE

Niamey (Niger), 29 janvier – 4 février 2009

*Comment valoriser le potentiel du secteur élevage pour renforcer le marché régional, assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté ?* Ce Forum a rassemblé des experts du secteur élevage pour échanger et identifier des recommandations politiques qui ont été adoptées par les Ministres de la CEDEAO.

Organisé par le Secrétariat du CSAO et la CEDEAO, le Forum de Niamey avait pour objectif de partager les résultats de l'initiative « *Potentialités et Défis de l'Élevage pour renforcer le marché régional* » et d'adopter des mesures pour une meilleure valorisation du potentiel de l'élevage dans la région. Les discussions ont produit un projet de note d'orientations qui a été adopté par les Ministres de la CEDEAO. Ces recommandations devraient être traduites en Plan d'actions d'ici 2010 dans le cadre de la Politique agricole commune de la CEDEAO. Ces propositions visent à promouvoir et renforcer le commerce intra-régional, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer l'organisation de la filière élevage.



## SÉQUENCES DU FORUM

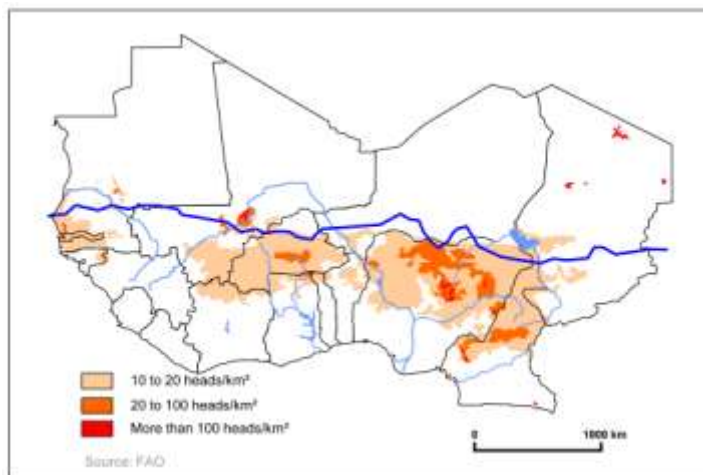
- ▶ **Séquence 1** : Rencontre de concertation des professionnels du secteur élevage visant à identifier les enjeux et défis de la filière élevage ainsi que des préoccupations spécifiques à chaque groupe socio-professionnel ;
- ▶ **Séquence 2** : Réunion d'experts avec les professionnels du secteur élevage, les partenaires techniques, financiers et de développement ; élaboration d'un projet de note d'orientation avec des recommandations ;
- ▶ **Séquence 3** : Réunion des ministres en charge de l'élevage et de l'agriculture, du commerce et de l'industrie des pays membres de la CEDEAO plus la Mauritanie et le Tchad : les ministres ont examiné ces propositions et ont adopté des mesures visant à valoriser le potentiel du secteur élevage.

## POUR UNE POLITIQUE RÉGIONALE DE L'ÉLEVAGE

Le développement de l'élevage dans l'espace CEDEAO requiert une vision communautaire. Une telle vision doit s'exprimer à travers une stratégie spécifique de développement de l'élevage dans le cadre de la Politique Agricole de la CEDEAO (ECOWAP). Elle doit en outre :

- ▶ Mettre en cohérence les actions entreprises au niveau régional avec les politiques nationales dans les pays en respectant les principes définis dans le cadre de l'ECOWAP ;
- ▶ Renforcer la dynamique des filières en prenant en compte les aspects liés à la production, la transformation, la commercialisation, le stockage, la distribution et la consommation ;
- ▶ Promouvoir et renforcer le commerce intra-régional et l'exploitation des marchés potentiels afin de confirmer l'élevage régional comme générateur de croissance et secteur stratégique pour le succès de l'intégration économique, la lutte contre la pauvreté et la croissance économique dans l'espace CEDEAO ;
- ▶ Améliorer la productivité et la qualité des produits animaux grâce aux apports de la science, la technologie et la recherche ;
- ▶ Favoriser un partenariat public-privé dynamique et incitatif pour améliorer la production, la transformation et la commercialisation, le financement, les services de santé animale et la santé publique vétérinaire.

## Cheptin bovins en Afrique de l'Ouest



## LE POTENTIEL DE L'ÉLEVAGE...

L'élevage joue un rôle central dans l'économie des pays ouest-africains avec une contribution au PIB agricole allant parfois jusqu'à 44 %. Avec plus de 60 millions de têtes de bovins et 160 millions de petits ruminants, 400 millions de volailles, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest s'illustrent comme une région d'élevage par excellence. Par rapport à l'effectif total en Afrique subsaharienne, cette région compte pour 25 % de bovins, 33 % d'ovins et 40 % de caprins. Toutefois, ce potentiel en production animale demeure peu valorisé et la région continue d'importer d'importantes quantités de produits animaux pour satisfaire les besoins de sa population.

## CONSTRUIRE UN RÉSEAU DES ORGANISATIONS D'ÉLEVEURS

### Quel bilan tirez-vous de votre action ? Quels sont les progrès accomplis dans le secteur de l'élevage ?

L'APESS a influencé l'évolution des idées sur l'élevage et permis aux éleveurs de s'organiser et d'être mieux reconnus. Le bilan des activités réalisées en 2007 a montré que les membres ont réalisé des bénéfices économiques grâce à la mise en pratique des conseils donnés par l'APESS ; même si des progrès restent à faire dans la sélection des animaux, ainsi que dans l'aménagement et la sécurisation des espaces agropastoraux. Le bilan montre également que les comportements et les mentalités des membres ont changé. Leurs priorités sont de trois ordres :

- ▶ *Le monde des éleveurs et de l'élevage est en train de changer. L'APESS doit continuer à apporter des connaissances aux éleveurs afin qu'ils ne soient pas écrasés par ces changements ; qu'ils les maîtrisent en sachant où ils vont, en "osant" introduire les innovations qui leur permettent de ne pas dépendre des autres, et en ayant la volonté de persévérer.*
- ▶ *Les éleveurs ont besoin d'une organisation forte, indépendante et durable pour soutenir leur espoir et faire entendre leur voix. C'est pourquoi il est important de redéfinir les rôles et les responsabilités au sein de l'association.*
- ▶ *L'avenir de l'élevage repose sur les générations futures. La question des jeunes, de leur éducation, de la place et des responsabilités qu'on leur donne dans nos familles et nos organisations est une de nos priorités.*



### >> ENTRETIEN

avec le Dr. Ibrahima Aliou  
Secrétaire général de l'APSS

### Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APSS)



- ▶ **CRÉATION** : 1989
- ▶ **ADHÉRENTS** : environ 15 000
- ▶ **PAYS D'INTERVENTION** : Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, République centrafricaine, Sénégal et Tchad
- ▶ **STRUCTURES** : Un Secrétariat général situé provisoirement à Ouagadougou (Burkina Faso) et trois Centres Régionaux d'Information, de Formation et d'Animation (CRIFA) : à Dori (Burkina Faso), à Thiès (Sénégal) et à Garoua (Cameroun).
- ▶ **MISSION** : « soutenir l'activité de l'élevage et les éleveurs traditionnels pour encourager un changement de mentalité et de pratiques des éleveurs et des autres acteurs du milieu »
- ▶ **ACTIVITÉS** :
  - Formation spécifique et complète, touchant à toutes les sensibilités de l'être humain : spirituelle, intellectuelle, émotionnelle et matérielle favorisant un changement de mentalité et de pratiques ;
  - Appuis à l'organisation, à l'alphabétisation des adultes et à la scolarisation des enfants ;
  - Appui à l'amélioration de l'alimentation des animaux en saison sèche (banques fourragères ou stockage de foin) et amélioration fourragères des espaces (subvention des semences fourragères).
  - Sensibilisation aux nouveaux défis et enjeux et leurs implications dans les politiques afin d'être partie prenante des sphères de décision.
- ▶ **BÉNÉFICIAIRES** : les éleveurs traditionnels pour lesquels l'élevage est d'abord un mode de vie avant d'être une activité économique.
- ▶ **BUDGET** : 940 000 € annuel, répartie entre les 3 centres régionaux
  - ~ 85 % par les partenaires au développement :
    - Coopération suisse (DDC) : 65 % ; SOS-Faim : 20 %
    - ~ 10 % par les contributions des éleveurs adhérents
    - ~ 5 % prestations de service à des tiers



---

## *Du point de vue des producteurs, quelles sont les menaces auxquelles la filière élevage doit faire face ? Quels sont les défis et opportunités présents et futurs ?*

Les menaces ressenties par les éleveurs sont les suivantes :

- ▶ L'insécurité foncière, le non-respect des textes sur la circulation des animaux qui conduit à des taxes, licites ou illicites ; l'insécurité et le banditisme, en particulier au Tchad, en RCA et au Cameroun ;
- ▶ La réduction et la raréfaction des ressources naturelles liées à l'avancée du front agricole, aux conséquences des changements climatiques et à la croissance démographique qui accentue la pression sur les ressources naturelles ;
- ▶ Le manque d'organisation des éleveurs qui entrave la résolution de leurs problèmes.

L'APESS est également préoccupée par le fait que ceux qui s'occupent des politiques de l'élevage n'ont pas toujours la conscience de l'élevage et donc proposent des actions inadaptées et incohérentes.

Dans le cadre du bilan réalisé en 2007, cinq défis majeurs ont été retenus :

- ▶ **Défi technique** : maîtrise de la conduite de « l'élevage de vie » pour augmenter ses bénéfices ;
- ▶ **Défi économique** : maîtrise et développement de l'économie de l'élevage autour de la production laitière ;
- ▶ **Défi spatial** : sécurisation des éleveurs sur leurs espaces de vie et d'activité ;
- ▶ **Défi socioculturel** : sortie des éleveurs de leur marginalité sociopolitique ;
- ▶ **Défi géostratégique** : prise de conscience et acquisition de compétences pour s'accorder avec la mondialisation.

Les éleveurs ne peuvent pas faire face de façon isolée à ces défis ; d'où l'importance de la mission de l'APESS : la force des éleveurs dépend de leur capacité à se rassembler dans un *mouvement* de grande ampleur.

## *Les mutations profondes des systèmes pastoraux traditionnels nécessitent une capacité d'adaptation importante : la croissance démographique renforce la demande et fait pression sur les capacités de production ; cependant la concurrence déloyale exercée par les viandes importées (« dumping ») entrave la compétitivité de la production locale. Quelle est votre stratégie pour faire face à cette concurrence ? Comment réagissent les éleveurs pour s'adapter à ce contexte ?*

Tout d'abord, il ne peut pas y avoir une stratégie isolée ni individuelle à l'échelle d'une seule association ou organisation. Il faut donc que les organisations d'éleveurs adoptent une stratégie commune. La mise en place d'un réseau est nécessaire. Le ROPPA et l'ACDIC ont montré le chemin. Pourquoi d'ailleurs, ne pas adhérer au ROPPA et renforcer sa plate-forme sur l'élevage ? Plutôt que de mettre en place un nouveau réseau, nous pourrions valoriser la puissance et la stratégie du ROPPA et de l'ACDIC pour défendre les intérêts du secteur de l'élevage. Cette stratégie doit être appuyée et relayée au Nord par les médias et par le collectif de la sécurité alimentaire dont SOS-Faim, un de nos partenaires, est membre pour la sensibilisation des instances de décision en Europe.

La réaction des éleveurs aujourd'hui est mitigée. Tous reconnaissent des difficultés pour la vente de leurs produits mais en même temps ils ne mettent pas en œuvre une stratégie claire pour y faire face. C'est aux organisations d'éleveurs de travailler pour les sensibiliser et les amener à comprendre les dangers de cette concurrence et d'élaborer une stratégie adéquate. Il faut aussi reconnaître que les États et les institutions régionales comme la CEDEAO et l'UEMOA réfléchissent également à la question. Au Niger par exemple, il y a un projet de construction d'abattoirs qui devraient augmenter la création de plus value au niveau local.



*L'élevage est au cœur des sociétés et des économies sahéliennes. Son importance n'est cependant pas reflétée dans les budgets consacrés à l'élevage. Selon vos sources, le Burkina y consacre à peine 1 % de son budget alors que le Sénégal fait mieux avec 10 %. Comment expliquez-vous cette différence? Que comptez-vous faire en matière de « lobbying » pour la promotion de l'élevage auprès des États ?*

Le chiffre de 1% au Burkina Faso correspond à une moyenne sur les vingt dernières années. Mais aujourd'hui il est en hausse, même s'il reste toujours faible. Le paradoxe que vit l'élevage est extraordinaire. Malgré son apport important à l'économie nationale, sa contribution significative au PIB et le nombre élevé des citoyens qu'il fait vivre, le retour à l'investissement pour ce secteur est très faible. De notre point de vue, ceci s'explique de la façon suivante:

- ▶ Ceux qui devraient appuyer le secteur de l'élevage n'ont pas la conscience de l'élevage ; ils considèrent à tort que les éleveurs n'ont qu'à s'organiser pour faire face à leurs problèmes ;
- ▶ Les éleveurs ne sont pas assez organisés pour faire valoir leurs revendications. Dans les pays où la tradition d'organisation est ancienne, comme le Sénégal, les préoccupations des éleveurs sont mieux prises en compte que dans ceux où elle est plus récente comme le Burkina. La sous-scolarisation, particulièrement forte dans la communauté des éleveurs, ne leur permet pas d'être présents dans les structures de programmation et de décision.
- ▶ Les éleveurs votent très peu et sont absents dans les listes électorales. Ils ont donc très peu d'élus qui défendent leurs intérêts et ne constituent pas une base sur laquelle les politiques peuvent compter pour porter leur voix aux décideurs.

Nous avons des contacts réguliers, notamment avec les Ministres des Ressources animales du Niger et du Burkina Faso. Nous avons d'ailleurs été reçus par les deux Ministres dans le cadre de la préparation du Forum de Niamey. Ils ont beaucoup soutenu notre position, celle de l'ensemble des organisations qui ont participé à ce travail préparatoire (APESS, Bilital Maroobé, Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN), Pastoral Resolve (PARE Nigeria), National Commission for Nomadic Education (Nigeria - NCNE), Maison des éleveurs, Fédération des éleveurs de l'Adamaoua (Cameroun – FEPELAD), etc.)

L'action à mener auprès des États est d'abord un travail de sensibilisation. Nos organisations, qui sont en contact direct avec les acteurs de terrain, connaissent mieux les problèmes que vit le secteur et peuvent porter la voix des éleveurs. Mais au-delà de la sensibilisation, les gouvernements ont besoin de propositions claires et bien argumentées pour les porter et les défendre. Ces propositions manquent très souvent. Par ailleurs, il faut que les éleveurs et leurs organisations travaillent à constituer un groupe fort pouvant faire pression auprès des décideurs pour que leurs soucis, leurs besoins et leurs ambitions soient pris en compte.

### *La dernière Assemblée générale de l'APASS en 2008 était consacrée au rôle de la femme. Pourquoi avez-vous choisi ce thème ?*

La femme a la responsabilité de l'activité du lait, de la traite jusqu'à la vente. En fait, plus de 50 % de l'économie de l'élevage est tenue par la femme. Les femmes s'intéressent aussi de plus en plus à l'embouche pour la vente des animaux. Les deux activités connaissent un regain d'intérêt dans les familles où le stockage du foin est devenue une tradition et permet d'obtenir une plus value supérieure en saison sèche. En simplifiant, les hommes conduisent les troupeaux et les femmes les entretiennent et les valorisent.

L'APASS met la femme au cœur de ses interventions parce qu'une femme bien formée et sensibilisée est un élément moteur pour l'ensemble de la famille. L'APASS a donc imaginé et conçu une formation spécifique pour les femmes, orientée vers un changement de mentalité et une activité mieux gérée. L'APASS travaille aussi en partenariat avec d'autres organisations et programmes de

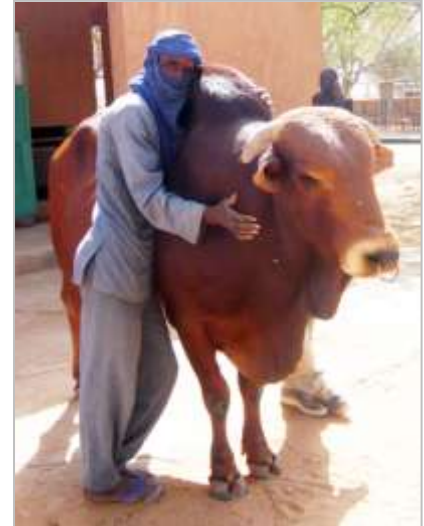
développement, par exemple au Centre de Garoua, pour initier les femmes aux activités génératrices de revenus.

Le thème « *femme – culture - sagesse* » qui était celui de notre dernière assemblée générale, a été choisi pour réveiller la conscience de tous, hommes comme femmes, sur le rôle fondamental de la femme dans une société et particulièrement dans celle des éleveurs traditionnels pour que cette importance soit soulignée et que la femme assume entièrement la place qui lui revient, que son rôle bénéficie au progrès social de la famille et de la communauté. Cela a été un succès. Beaucoup de préjugés et clichés ont été abordés et débattus pour être modifiés.



*Vous avez également mis en avant la complicité/relation qui se développe entre les éleveurs et leurs animaux. Vous dites que « l'élevage est un processus de transformation et d'évolution par les gains que l'éleveur et l'animal réalisent par leurs échanges de bons procédés et produits. Si on leur offre ce qui les élève sur tous les plans, ils nous élèvent en retour sur tous les plans. L'élevage est donc un contrat d'échanges entre l'animal et l'éleveur, chacun devant respecter les termes du contrat. » Une telle logique est-elle compatible avec la recherche de plus de profit ? Est-ce que la spiritualité joue un rôle important dans ce métier ?*

Évidemment que cette logique n'est pas compatible avec une démarche exclusivement tournée vers la maximisation du profit. On devrait d'ailleurs y réfléchir parce que, très probablement, cette logique qui nous a conduits à des crises répétées, notamment celle de la vache folle, de la grippe aviaire et surtout à la crise mondiale actuelle. On assiste d'ailleurs aujourd'hui au retour du « tout bio » en Europe. C'est dire qu'on reconnaît que l'animal ne peut pas être considéré comme « une machine de production ». L'animal a une vie et de toute façon il partage cette vie avec celui qui l'élève. Si les deux sont en accord ils « s'élèvent mutuellement ». Cette approche n'exclue pas que l'éleveur atteigne un profit optimal, sauf que le profit n'est pas l'objectif mais le résultat. C'est très important. A cet effet, la spiritualité a un grand rôle, car elle permet de relativiser et de transcender le profit pour d'abord le bien de l'animal qui, dans le cas d'une production, doit donner son consentement.



*Le Nigeria est de loin le plus grand pays d'élevage en Afrique de l'Ouest. Au Sahel, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal sont les principaux pays producteurs. Échangez-vous vos expériences avec les associations de producteurs des pays voisins ? L'idée d'un réseau régional est-elle à l'ordre du jour ? Existe-t-il de la concurrence entre vous ?*

On doit admettre que les échanges d'expériences avec les associations des pays voisins n'étaient pas une grande tradition à l'APSS. En dehors de l'espace de son Assemblée générale annuelle, où certaines associations sont invitées, il n'y a pas eu de politique affichée d'ouverture aux autres. Mais, nous avons l'ambition d'y remédier car nous considérons qu'aucune association ni organisation, aussi puissante qu'elle soit, ne peut se suffire à elle-même, ne peut prétendre détenir seule la « vérité ». Les échanges d'expériences et la mise en commun de la diversité des compétences et des points de vue permettront de mieux résoudre les problèmes de l'élevage. Nous avons d'ailleurs eu la preuve de l'importance de cette démarche dans le cadre de la grande concertation que nous avons initiée pour la préparation du Forum régional de l'élevage. Cette concertation nous a permis de maximiser l'impact de la participation des éleveurs au Forum. La nécessité d'une mise en réseau est partagée par l'ensemble des organisations. Nous n'avons pas encore engagé la discussion à ce sujet. Il faut que quelqu'un ou quelques-uns en prennent l'initiative. Nous le feront très bientôt. La concurrence n'a pas lieu d'être entre des organisations sérieuses qui ont en réalité le même objectif. C'est la complémentarité qui est à l'ordre du jour.

*Dans la Note d'orientation issue du Forum régional de l'élevage les Ministres des États membres de la CEDEAO soulignent la nécessité de « renforcer les capacités des organisations professionnelles nationales et régionales ». Quels sont les actions concrètes qui pourraient être menées? Que comptez-vous entreprendre ? Qu'attendez-vous des politiques nationales et de la CEDEAO ?*

D'abord, il est nécessaire que les organisations d'éleveurs, notamment, celles qui ont participé, se concertent et formulent un plan de mise en œuvre de ces différentes recommandations. Sur cette base, il semble nécessaire de faire l'état des lieux : qu'est-ce qui existe déjà ? Quelles sont les actions entreprises par les États et par les institutions interafricaines et sous-régionales ? Enfin, il faut engager le dialogue avec les autorités publiques et des institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS) pour entrevoir les possibilités de mise en œuvre. Nous serons vigilants. Nous veillerons à la traduction concrète de ces recommandations dans le plan d'action sur l'élevage que la CEDEAO est chargée de développer.

## GROUPE DE TRAVAIL DE L'INITIATIVE RÉGIONALE « CACAO »

Siège de l'OCDE, 9 février 2009

Le Secrétariat du CSAO a accueilli la première rencontre du Groupe de travail de l'initiative régionale « *Combattre les pires formes de travail des enfants dans les plantations ouest-africaines de cacao* ». Les participants ont discuté les conclusions d'une étude documentaire faisant l'état de l'ensemble des programmes en cours. Sur cette base, les contours d'une initiative régionale complémentaire, impliquant tous les acteurs déjà engagés, ont été définis.

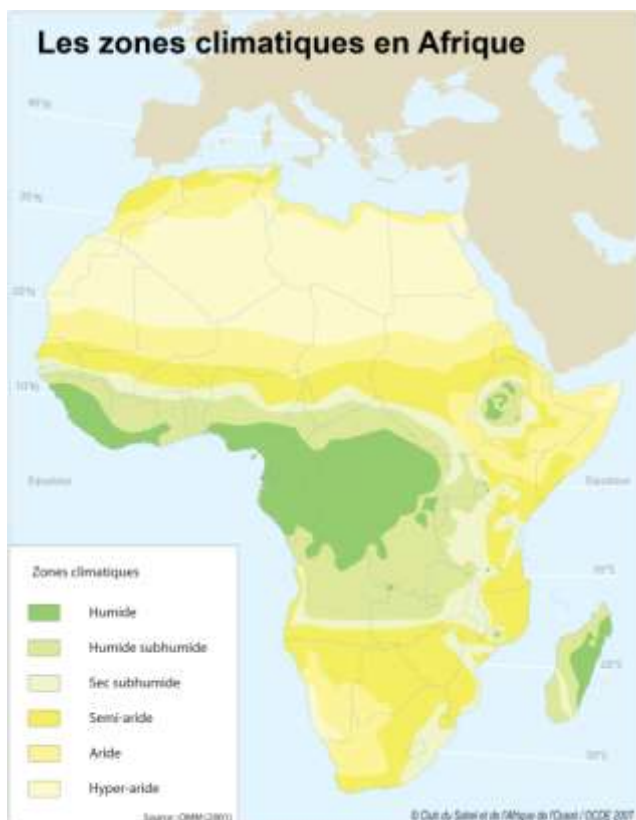
### PROCHAINES ÉTAPES

- ▶ Promouvoir la naissance d'un leadership régional (sous l'égide de la CEDEAO) pour combattre les pires formes de travail des enfants ;
- ▶ Définir un cadre ouest-africain de référence ;
- ▶ Produire un manuel pratique de lutte contre les pires formes de travail des enfants dans les plantations de cacao ;
- ▶ Créer et nourrir une base de données régionale sur le travail des enfants en Afrique de l'Ouest.



>> **Contact** : M. Jean Zoundi, [jeansibiri.zoundi@oecd.org](mailto:jeansibiri.zoundi@oecd.org)

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU SAHEL

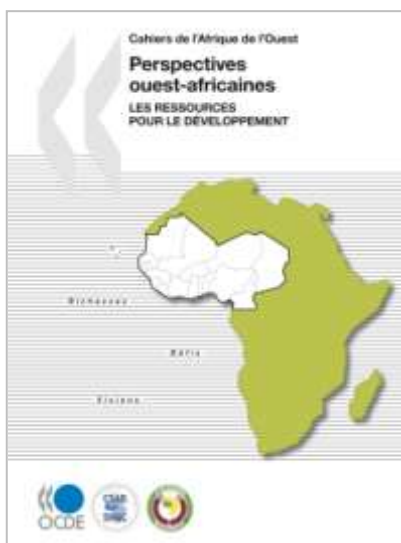


À l'initiative de la France et du Royaume-Uni, le Secrétariat du CSAO s'apprête à lancer une étude sur les implications sécuritaires potentielles des changements climatiques dans la zone sahélienne. Cette étude sera menée entre avril et décembre 2009. Elle décrira la zone sahélienne (évolutions climatiques passées, peuplement, ressources naturelles, activités humaines, etc.) et analysera les liens entre les évolutions du climat et les tensions, crises, conflits enregistrés dans la zone au cours des dernières décennies. Les résultats de cette analyse préliminaire ainsi que l'impact sur les politiques à mener seront discutés dans le cadre d'un atelier scientifique, qui sera organisé dans un pays sahélien avec la participation de principales parties prenantes. L'étude finale sera présentée lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Copenhague en décembre 2009.

>> **Contact** : M. Philipp Heinrigs: [philipp.heinrigs@oecd.org](mailto:philipp.heinrigs@oecd.org)



## PUBLICATIONS



*Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*

### **Perspectives ouest-africaines : les ressources pour le développement**

Cette première édition du « *Rapport Afrique de l'Ouest* », une publication conjointe CSAO/CEDEAO, dégage à partir d'une analyse transversale les principaux enjeux et défis auxquels la région est confrontée. Elle dresse un panorama régional des ressources ouest-africaines. L'analyse sort du strict champ économique pour explorer d'autres domaines, en particulier les ressources naturelles et le capital social, culturel et humain. Le rapport donne également la parole à six témoins ouest-africains qui développent leur vision de l'avenir de la région.

La version intégrale du « *Rapport Afrique de l'Ouest* » dont la publication est la synthèse, est disponible sur la page de présentation du Rapport :

[www.oecd.org/csao/rapport-ao](http://www.oecd.org/csao/rapport-ao)



*Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*

### **Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines : perspectives africaines et européennes**

À partir de réflexions d'experts internationaux sur les dynamiques migratoires ouest-africaines, cet ouvrage du CSAO apporte un regard nouveau, une approche autre qu'institutionnelle, aux débats actuels essentiellement centrés sur la dimension sécuritaire. Tout en prônant un dialogue plus régulier basé sur une analyse raisonnée des réalités, elles mettent en avant une mobilité « *gagnant-gagnant* » pour chacune des parties (Europe, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest), quel que soit leur statut, d'accueil, de transit ou de départ.

> [www.oecd.org/csao/migrations](http://www.oecd.org/csao/migrations)

## ÉVÉNEMENT

### **La cohérence des politiques pour le développement et la migration**

#### **Conférence parlementaire de haut-niveau**

*Bruxelles, 12 février 2009*

Organisée conjointement par le Parlement européen, la Commission européenne et l'OCDE, ce dialogue participatif était destiné à donner plus de résonance à la voix des parlementaires s'exprimant sur le thème d'actualité que constituent les migrations et la cohérence des politiques au service du développement. Le Secrétariat du CSAO a profité de cette occasion pour promouvoir ses publications phares sur les migrations (« *Mobilités ouest-africaines et politiques migratoires dans les pays de l'OCDE* » et « *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines* » > voir ci-dessus) et pour présenter ses travaux sur les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest.

>> **Contact - Lettre d'information du CSAO :** [julia.wanjiru@oecd.org](mailto:julia.wanjiru@oecd.org)

#### **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE**

Adresse postale : 2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16 - France

Bureau : Le Seine Saint-Germain, 4 bd des Iles, Bâtiment A, 92130 Issy-les-Moulineaux

Tél : +33 (0)1 45 24 89 87 – Fax : +33 (0)1 45 24 90 31

E-mail : [swac.news@oecd.org](mailto:swac.news@oecd.org) / [www.westafricaclub.org](http://www.westafricaclub.org)

